



FAO/17554

Conclusion

Perspectives

Depuis sa création en 1997, le Réseau du Système des Nations Unies sur le développement rural et la sécurité alimentaire a permis d'améliorer les partenariats et de resserrer les liens de collaboration dans le domaine du développement. Il attire de plus en plus d'adhésions et de ressources pour lutter contre la faim et la pauvreté rurale.

Au cours d'une session extraordinaire, le Conseil économique et social (ECOSOC, octobre 2000) a tenu à rappeler que le Réseau jouait un rôle déterminant dans le suivi du Sommet mondial de l'alimentation et, qu'avec de nombreux Groupes thématiques nationaux, il s'était employé à soutenir la préparation des gouvernements pour le prochain Sommet mondial de l'alimentation. Au cours de cette rencontre, les chefs d'État et de gouvernement examineront les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs du précédent Sommet de 1996.

Le Réseau ne fonctionne pas encore à plein régime dans nombre de pays en développement, mais il joue indéniablement, avec les Groupes thématiques nationaux, un rôle essentiel dans la création de

nouveaux partenariats et pour l'amélioration de ceux qui existent déjà, en assurant un suivi durable et ciblé du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation.

La flexibilité du Réseau et de ses Groupes thématiques nationaux est telle qu'elle permet, le cas échéant, une adaptation aux défis du développement propres à chaque pays ou région.

Favoriser la création de liens avec des initiatives mondiales

Le renforcement des partenariats peut déboucher sur des solutions concrètes concernant les principaux défis du développement rural, notamment pour ce qui est des répercussions du sida sur l'agriculture. Cette épidémie qui se propage dans les zones rurales accroît le nombre de personnes souffrant de la faim. Les Groupes thématiques du Réseau peuvent travailler de concert avec des Groupes thématiques nationaux complémentaires qui s'intéressent au sida pour étudier les conditions propres au pays et établir des recommandations afin que les activités de développement rural tiennent compte des problèmes liés à cette maladie. Au Mozambique, par exemple, le Groupe thématique



FAO/19631/G.BIZZARRI



a déjà entrepris une étude:
*“The Effect of HIV/AIDS on the
Food Security of Rural Households in
Central Mozambique”*.

Affronter les situations d'urgence

Les Groupes thématiques nationaux – composés d'un grand nombre de partenaires nationaux – sont bien placés pour répondre aux situations d'urgence provoquées par des catastrophes naturelles ou dues aux activités humaines et pour préparer ou coordonner les secours ainsi que la relance et la remise en état du secteur agricole. Ainsi, en juin 2001, à la suite d'une série de tremblements de terre qui ont ravagé le sud du Pérou, le Groupe thématique national a organisé une réunion pour évaluer la gravité de la situation et envisager les mesures qu'il était le plus urgent de prendre dans le secteur rural. La plupart des membres du Groupe thématique pouvaient ainsi, pour la première fois, obtenir directement des autorités nationales pertinentes – des pouvoirs publics et de la société civile – des indications sur l'ampleur des dégâts subis par l'agriculture et les pêches, sur les actions du gouvernement, des ONG et de plusieurs organisations internationales, et sur les interventions nécessaires.

Contribuer au processus de réforme des Nations Unies

Il appartient clairement aux Groupes thématiques nationaux d'assurer la priorité aux questions

relatives à la sécurité alimentaire et au développement rural, tant dans les activités nationales que dans les programmes et les initiatives du système des Nations-Unies. Ils peuvent aussi continuer à participer à la préparation du Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et du Bilan commun de pays et à appuyer ces opérations en sensibilisant l'opinion aux problèmes de la sécurité alimentaire, en rassemblant des informations, en mettant au point des indicateurs et en préparant et coordonnant les divers dossiers. Les Groupes thématiques peuvent aussi s'employer à faire inscrire l'élimination de la faim dans les objectifs et les stratégies de réduction de la pauvreté – en aidant par exemple les gouvernements nationaux à préparer des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) dans le cadre de l'Initiative concernant les Pays pauvres très endettés (PPTE).

Élaborer des systèmes d'information et de données

Les Groupes thématiques du Réseau ont de nombreuses occasions d'encourager et de soutenir les diverses activités d'élaboration des Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV). Plus d'un tiers des groupes thématiques nationaux appartenant au Réseau ont confirmé que l'intensification des SICIAV était une action concertée prioritaire. Au Yémen, par exemple, le Groupe thématique doit jouer un rôle décisif

dans diverses activités concernant la collecte, l'analyse et la diffusion des informations qui figureront dans le SICIAV national, et notamment dans l'élaboration de questionnaires initiaux et d'échantillonnages, destinés aux évaluations rurales rapides. A cet effet, le groupe collaborera avec l'Organisation centrale des statistiques, qui est le principal mécanisme de coordination et de mise en oeuvre. En Afrique subsaharienne surtout, les Groupes thématiques nationaux pourraient stimuler encore davantage l'élaboration de SICIAV. On enregistre en effet, dans de nombreux pays de cette région, des niveaux élevés de sous-alimentation, de faibles niveaux de revenus et une forte présence des donateurs et des agences techniques.

Établir des réseaux pour les échanges d'expériences et d'informations

Les Groupes thématiques facilitent la mise en commun des informations, des expériences et des leçons tirées des politiques et des programmes de développement rural et de sécurité alimentaire. Certains Groupes thématiques font connaître leurs initiatives et leurs activités sur le site Web des Nations Unies de leur pays (par exemple, l'Inde, le Pakistan, la Turquie et le Viet Nam). Il est aussi possible de créer des réseaux locaux de connaissances et d'information,



FIDA/J. MARANDU

en utilisant les médias traditionnels et/ou les technologies d'information et de communication afin de favoriser la sensibilisation des décideurs et du public et diffuser les résultats des recherches. Lorsque cela est possible, les Groupes thématiques devraient tirer profit de l'expérience locale du gouvernement et des organisations partenaires dans le domaine des communications. Au Malawi, le secrétariat qui a été récemment créé pour fournir un soutien organisationnel et technique au Groupe des donateurs appartenant au Réseau, est en train d'élaborer une base de données électroniques contenant des informations sur les objectifs, les activités, les démarches et les budgets du programme en cours. On y trouvera également des fiches pour les contrats de consultation et une bibliographie relative aux projets et aux études en cours ou réalisés ces dernières années par les différentes agences de développement.

Favoriser à tous les niveaux des alliances avec d'autres réseaux

Les Groupes thématiques sur le développement rural et la sécurité alimentaire peuvent créer des liens

et stimuler la création de réseaux à tous les niveaux, en échangeant des informations sur les expériences, les meilleures méthodes applicables et les leçons apprises, non seulement avec les autres groupes de travail du pays mais aussi avec des réseaux complémentaires de partenaires. Ces interactions permettent de renforcer les capacités, d'obtenir un soutien réciproque ainsi que des ressources et de renforcer la coopération pour le développement.

Les Groupes thématiques nationaux pourraient servir à catalyser la participation des communautés et des groupes locaux dans le domaine de la sécurité alimentaire, en coopérant avec les sections locales du réseau mondial de la Société internationale pour le développement (SID). Des domaines potentiels de collaboration pourraient également être définis avec les organisations concernées, appartenant à la Coalition populaire pour éliminer la faim du FIDA. Créée à la suite de la Conférence de 1995 sur la faim et la pauvreté et parrainée par le FIDA, la coalition réunit le FIDA, les organisations de la société civile, les ONG, la FAO, la Banque mondiale, le PAM et la Commission Européenne et vise à faciliter l'accès des pauvres aux biens productifs, surtout la terre, l'eau et les autres ressources naturelles. Les Groupes thématiques nationaux devraient aussi forger des liens avec les trois

réseaux régionaux en ligne du FIDA: FIDAmérica en Amérique latine et dans les Caraïbes, le Réseau électronique pour les zones rurales d'Asie et du Pacifique (ENRAP), FIDAFrique en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Centre centrale et aussi les Ressources sous-régionales du PNUD (SURF) dans le monde entier.

Soutenir des groupes thématiques au niveau national

Il est évident que nombre de Groupes thématiques ont besoin, pour leurs activités, d'un soutien opérationnel comme un secrétariat technique. Les membres des Groupes thématiques – surtout les donateurs – pourraient contribuer au financement de ces mécanismes de soutien. L'attribution, par roulement, de responsabilités de coordination et du secrétariat, pourrait renforcer l'engagement et les responsabilités financières des pays partenaires. La création d'un fonds commun limité pourrait fournir les ressources nécessaires aux études, aux consultations et aux autres activités opérationnelles, et permettre de financer ce secrétariat. Au Yémen, des travaux sont en cours pour



FIDA/CONITI



établir un secrétariat technique auprès du Ministère de l'agriculture afin de soutenir les activités du Groupe thématique. Au Malawi, le Comité des donateurs pour la sécurité alimentaire et le développement agricole, qui exerce les fonctions d'un Groupe thématique national pour appuyer les efforts du gouvernement dans le suivi du Sommet mondial de l'alimentation, est en train de créer un secrétariat. Cet organe aura pour tâche de centraliser la mise en commun des informations sur les activités, les études et les missions et constituera une instance pour l'élaboration d'idées et d'initiatives, afin de réduire les risques de chevauchement et favoriser une cohésion renforcée des interventions.

Soutenir des groupes thématiques au niveau international

Le Secrétariat du Réseau auprès de la FAO, fournit une aide directe et concrète aux Groupes thématiques nationaux, en collaboration avec les partenaires des Nations Unies, pour la conception et la mise en oeuvre des plans de travail, pour faciliter la création de liens entre les Groupes thématiques au sein de la même région et entre régions différentes et pour encourager la mise en commun d'informations pertinentes sur le développement rural pertinent et les initiatives de sécurité alimentaire. Dans ce but, le Secrétariat a élaboré des directives pour la création de Groupes thématiques par pays, a entrepris des missions d'enquête dans 13 pays pour tenir compte des

Comment peuvent-ils agir ensemble?

Au niveau national

- Mettre en commun les connaissances et les meilleures méthodes applicables et les leçons apprises;
- diffuser les méthodologies de formation (outils et méthodes);
- définir et mettre en commun les compétences techniques pour la coopération sud-sud;
- établir des liens entre les sites Web et les bases de données au niveau des pays pour des échanges horizontaux d'information;
- organiser des ateliers conjoints et des activités de formation pour les partenaires du développement;
- participer aux sites Web des pays et créer des sites indépendants;
- entreprendre des activités pour informer le public à l'occasion notamment de la Journée mondiale de l'alimentation, de la Journée mondiale de l'environnement, et de la Journée mondiale du sida;
- engager des campagnes de sensibilisation pour la sécurité alimentaire et le développement rural (publications, réunions, séminaires et conférences);
- organiser des ateliers de renforcement des capacités et des activités de formation;
- préparer et distribuer les publications conjointes des organismes des Nations-Unies;
- mettre au point des plans conjoints d'interventions en cas d'urgence et de catastrophes.

Au niveau régional et sous-régional

- Participer à des consultations régionales pour des initiatives concernant l'ensemble du système des Nations Unies;
- faciliter le développement de réseaux régionaux de connaissances et échanger des expériences entre les pays voisins sur divers domaines d'action et d'intérêt géographique;
- créer des partenariats avec des centres régionaux pour le développement rural intégré, par exemple, le Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP), le Centre de développement rural intégré pour l'Afrique (CDRIA) et le Centre régional sur la réforme agraire et le développement rural pour le Proche-Orient (CARDNE);
- centraliser les ressources régionales pour aider les pays à intervenir en cas d'urgence/de catastrophe et à organiser des activités de réhabilitation.

difficultés et des atouts et s'emploie actuellement à améliorer un système électronique d'information intégrée. Ce réseau d'information en ligne comprend un site Web et une base de données, et fournira des renseignements actualisés sur la situation, les activités et les sources de financement des Groupes thématiques nationaux. Ce système amélioré de communication et d'information devrait permettre de faire mieux connaître les évolutions à l'échelle des pays et d'encourager la mise en réseau à tous les niveaux.

Missions d'enquête

De janvier à juin 2000, le Secrétariat du Réseau a organisé une série de missions d'enquête auprès des Groupes thématiques de 13 pays¹ en Afrique, en Asie, en Amérique latine, aux Caraïbes et au Proche-Orient, afin d'identifier les difficultés, les défis et les possibilités existant dans le cadre de la création et du fonctionnement du Réseau. Sous l'égide de l'Initiative pour la Corne d'Afrique, d'autres missions de documentation ont eu lieu auprès des Groupes thématiques, au Kenya et en Éthiopie, alors qu'à Djibouti, en Ouganda et au Soudan des consultations avec les représentants des gouvernements, des Nations Unies et de la société civile de ces pays ont permis de vérifier si les conditions nécessaires à la création des Groupes thématiques étaient réunies. Les conclusions et les recommandations découlant de ces missions d'enquête servent de fil conducteur aux actions de suivi prises par le Secrétariat du Réseau pour renforcer le réseau en général et ses Groupes thématiques en



FAO/18406/PC/ENINI

particulier. Pour préparer ces missions, le Secrétariat du Réseau a consulté les coordonnateurs de ces groupes thématiques et les points de contact des organismes du système des Nations Unies appartenant au Réseau, afin de définir les attributions de la mission et de sélectionner les pays à visiter. A l'avenir, les missions d'enquête auprès des Groupes thématiques nationaux, devraient bénéficier de la participation des représentants des autres organismes des Nations Unies et des ONG afin d'accroître la participation de ces organisations au Réseau.

Partenariats au niveau des pays

Les projections indiquent que l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 consistant à réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées (qui devrait s'établir à 400 millions d'ici 2015) ne sera pas atteint sans une nouvelle impulsion. Il est clair que la volonté politique d'aborder les problèmes de la faim et de l'insécurité alimentaire doit émaner des pays. L'action du Réseau du système des Nations Unies sur le développement rural et la sécurité alimentaire consiste à faire en sorte que la faim et l'insécurité alimentaire reçoivent une attention toute particulière dans les politiques nationales et influent ainsi sur l'opinion publique et la

volonté politique. A cet effet, le Réseau crée un environnement favorable à la collaboration active des divers partenaires nationaux et internationaux. En outre, le cadre du Groupe thématique stimule la participation des pays aux efforts de développement et permet d'assurer que les objectifs spécifiques et communs puissent être abordés d'une manière ciblée, peu onéreuse et efficace. Le Réseau et ses Groupes thématiques – composés de représentants du gouvernement, des Nations Unies, des donateurs, de la société civile et du secteur privé – peuvent indéniablement servir de catalyseurs dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Un nombre croissant de partenaires du développement, dans les pays d'Afrique, d'Asie et Pacifique, d'Europe, d'Amérique latine et Caraïbes, du Proche-Orient, étudient les possibilités offertes par ces partenariats dans le domaine de la sécurité alimentaire et en bénéficient.

¹ En Afrique (Éthiopie, Gambie, Kenya, Sénégal), en Asie (Bangladesh, Inde), en Amérique latine et aux Caraïbes (République dominicaine, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Pérou) et au Proche-Orient (République arabe syrienne, Yémen).



**Les Groupes
thématiques
luttent
contre la faim
et la pauvreté en**

- ▶ Suscitant une prise de conscience sur les questions de développement rural et de la sécurité alimentaire afin de mieux les promouvoir.
- ▶ Contribuant à la mise en œuvre des politiques nationales, des stratégies et des plans d'action nationaux.
- ▶ Assurant le suivi des activités nationales dans le domaine du développement rural et de la sécurité alimentaire.
- ▶ Identifiant les besoins et les potentialités existant au niveau communautaire.
- ▶ Formulant des propositions de projets et identifiant les sources de financement.
- ▶ Promouvant le partage des connaissances locales, l'échange d'expériences et la diffusion des meilleures pratiques.
- ▶ Contribuant à la création et au maintien de systèmes communs d'information et de bases de données.
- ▶ Organisant des séminaires et des ateliers sur le thème du développement rural et de la sécurité alimentaire.
- ▶ Soutenant le processus de programmation du système des Nations Unies à l'échelle des pays.
- ▶ Promouvant le renforcement des capacités nationales, de la formation et de la recherche.
- ▶ Créant des réseaux dans les pays sur la base de domaines d'intérêts communs.



Sigles

ACDI: Agence canadienne de développement international
AEU: Agence espagnole de coopération internationale
AIEA: Agence internationale de l'énergie atomique
ANGO: Association des organisations non gouvernementales
AusAID: Agence australienne pour le développement international
BID: Banque islamique de développement
BID: Banque interaméricaine de développement
BIT: Bureau international du travail
CAC: Comité administratif de coordination
CARE: Coopérative pour l'aide américaine au monde entier
CCA: Évaluation commune s'appliquant à tous les pays
CEB: Conseil de Coordination des chefs de secrétariat (des organismes des Nations Unies)
CEPALC: Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CIP: Centre international de la pomme de terre
CNUEH: Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)
DANIDA: Agence danoise de développement international
DFID: Ministère du développement international (Royaume-Uni)

DSRP: Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FAO: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA: Fonds international de développement agricole
FMI: Fonds monétaire international
FNUAP: Programme des Nations Unies pour la population
GAA: German Agro Action
GCRAI: Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
GTZ: Office allemand de la coopération technique
HCR: Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
HELVETAS: Association suisse d'assistance technique
IFRC: Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
IICA: Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
IITA: Institut international d'agriculture tropicale
JICA: Agence japonaise de coopération internationale
NORAD: Organisme norvégien pour le développement international
OAD: Austrian Development Cooperation
OCHA: Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OMC: Organisation mondiale du commerce
OMM: Organisation météorologique mondiale
OMS: Organisation mondiale de la santé
ONUDI: Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

ONUSIDA: Programme conjoint des Nations Unies sur le sida
PAM: Programme alimentaire mondial
PNUCID: Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
PNUD: Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE: Programme des Nations Unies pour l'environnement
PSTE: Pays pauvres très endettés
RESAL: Réseau européen de sécurité alimentaire
RUTA: Groupe régional d'assistance technique
SECID: Consortium du Sud-Est pour le développement international
SICIAV: Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité
SMA: Sommet mondial de l'alimentation
SSD: Société suisse de développement
UNDAF: Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNESCO: Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF: Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM: Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
USAID: Agence des États-Unis pour le développement international